

politique n'était pas bruyante, mais en revanche, elle était féconde en résultats. Elle est encore la même aujourd'hui cette politique, également prudente, patriotique et intelligente, bien que l'on ose la mépriser et s'insurger contre elle.

Le Bas-Canada ne devait pas bénéficier longtemps de la sage administration de Sherbrooke qui, effrayé des difficultés d'une position qui le mettait forcément en conflit avec la Chambre d'assemblée, demanda son rappel en 1818.

Son successeur, le duc de Richmond, se rendit impopulaire dès son arrivée, en prorogeant le Parlement à propos de la question des subsides, en censurant les représentants du peuple ; et mourut presque subitement l'année suivante.

C'est sous son administration que le Siège de Québec fut érigé en métropole, et, que deux évêques suffragants furent nommés : l'un pour le Haut-Canada, et l'autre pour le Nouveau-Brunswick.

Le parti anglais, dont l'objectif était toujours la ruine de la nationalité canadienne-française, tendait à son but avec une persévérance que rien ne pouvait rebuter, comme nous allons le voir.

Comprenant qu'il finirait par succomber dans sa lutte contre les Canadiens, il complota, en 1822, l'union des deux Canadas, et fut bien près de réussir. Ce Bill était sur le point de passer dans les Communes d'Angleterre — à l'insu des Canadiens, — lorsque quelques députés en eurent connaissance et réussirent à l'empêcher d'être adopté en seconde lecture. Il ne tendait à rien moins qu'à faire du Bas-Canada une nouvelle Irlande. En effet, ce Bill donnait au Haut-Canada une représentation beaucoup plus nombreuse qu'au Bas-Canada, limitait les libertés religieuses, restreignait les droits des députés sur le vote des deniers publics, et assurait la prépondérance complète de l'élément anglais sur la nationalité canadienne. C'était un complot véritablement infernal, et qui aurait été le tombeau de nos intérêts les plus chers, s'il eût réussi.

On conçoit l'émotion de la population canadienne à la nouvelle de ce projet d'union, qui se répandit comme une trainée de poudre d'un bout à l'autre du pays. On tint des assemblées, on dressa des pétitions que signèrent plus de 60,000 citoyens, et deux délégués furent chargés d'aller présenter ces pétitions au Bureau colonial de Londres. Le projet d'union tomba devant ces protestations unanimes de tout le peuple, et cet odieux at-